

Ce 8 septembre, date du centenaire de sa naissance, dans de nombreux pays dont la France, militants, sympathisants et lecteurs, organiseront des débats, des lectures publiques et privées, des projections vidéo, des expositions, des manifestations, des grèves, des soirées musicales, des récitations poétiques et d'autres actions militantes en souvenir du penseur et économiste américain Lyndon LaRouche (1922-2019).

Voici un résumé de sa démarche économique, véritable alternative permettant de sortir le monde de cette crise.

Christine Bierre

Rédactrice-en-chef
de *Nouvelle Solidarité*

Revenons sur son principal combat : refaire de l'économie mondiale une économie productive, où chacun puisse vivre de son travail, en organisant un nouvel ordre économique mondial juste, inspiré des principes énoncés lors de la conférence des pays non-alignés à Bandung et des conceptions économiques défendues par Franklin Roosevelt dans son projet initial pour Bretton Woods, hélas dévoyé après sa mort.

Sa source d'inspiration fut l'économiste et père de la République américaine, Alexander Hamilton, pour qui la source de la richesse n'est pas dans la monnaie ou le sous-sol, mais dans les découvertes scientifiques et leur application au processus de production, permettant d'en augmenter la production et d'en réduire ses coûts, pour satisfaire les besoins d'un plus grand nombre. Pour exemple, avec 1,86 gr d'uranium, on produit autant qu'avec 30 barils de pétrole !



CONTRE LA GUERRE ET LA VIE CHÈRE :

un Nouveau Bretton Woods

Anniversaire de Lyndon LaRouche (1922-2019)

C'est sur cette base que LaRouche établit le critère pour une économie productive comme étant la capacité d'une société à porter une population de plus en plus nombreuse, en bonne santé, en tenant compte des réalités sociales et géographiques (niveau de ressources).

La richesse n'est pas dans la monnaie ou le sous-sol.

Pour mesurer ce « potentiel de densité démographique relatif » d'une nation et assurer qu'il augmente d'année en année, le taux de plus-value nette (non monétaire mais réelle) du cycle annuel, (P'), après déduction de toutes les dépenses nécessaires mais non directement productives (R&D, école, santé, administrations et infrastructures publiques), doit croître. Et ceci, par rapport à la somme de deux grandes catégories d'investissements : biens d'équipement et infrastructures (C), et biens physiques requis pour l'en-

tretien des ménages qui produisent (V). Cet instrument de mesure de LaRouche fut adopté par l'Académie des Sciences de Russie sous l'abréviation *LAR*.

Le combat de LaRouche auprès des non-alignés, qui l'amena à rencontrer Indira Gandhi, Lopez Portillo et d'autres grands dirigeants, s'est concentré, à partir de 1975, sur la création d'une Banque internationale pour le développement (BID), qui prêterait à long terme et à bon marché aux pays en développement pour leur permettre de s'industrialiser. La BID allait à l'encontre des conceptions néocoloniales de la Banque mondiale, pour laquelle de grands projets ne pouvaient réussir dans les pays en développement. D'ailleurs, elle ne prête aujourd'hui que pour de mini projets dits « appropriés » (fours solaires pour les villages) et à des conditions non seulement onéreuses mais politiques !

Tout autre était la conception du Bretton Woods de Roosevelt avant sa mort. Durant les années trente, les Etats-Unis ont prêté des capitaux à long terme et à bon marché à des pays d'Amérique latine et d'ailleurs,

pour s'industrialiser. Les grands travaux engagés au Brésil, avec l'aciérie de Volta Redonda, restent la preuve la plus éclatante qu'une telle politique peut réussir.

Mais là où LaRouche et ses amis se sont sentis pleinement récompensés pour des années de militantisme international, ce fut lors de la création, en 2014 par les BRICS, de la Nouvelle Banque de développement (NBD) et par la Chine de sa propre Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAII), créée dans la foulée du lancement de son remarquable projet de Nouvelles Routes de la soie.

Seule l'adoption de ces conceptions permettrait aujourd'hui d'assembler dans un Nouveau Bretton Woods les principales puissances et pays du monde, chacun avec son propre modèle politique, et d'éviter ainsi une nouvelle guerre et un krach financier mondial.

La tragédie de notre époque, c'est que l'homme dont les idées auraient permis d'éviter cette débâcle, a été diabolisé, injustement condamné et jeté en prison. ■

NOUVEAU BRETTON WOODS

Un nouveau monde est en train de naître

La seule véritable alternative à la guerre et à la vie chère est un « Nouveau Bretton Woods ». Lisez pourquoï.



Karel Vereycken

Directeur de publication de *Nouvelle Solidarité*

« *Ceux qui jouent avec le feu finissent par se brûler (...)* J'espère que la partie américaine comprend parfaitement cela », a affirmé sagement Xi Jinping, lors d'un entretien avec son homologue Biden fin juillet, peu avant la énième provocation anglo-américaine à propos de Taïwan.

Pour ce qui est du « système dollar », le même principe s'applique. Or, « l'Anglosphère » (Etats-Unis, UE, la City de Londres, Wall Street et leurs « confettis d'Empire ») s'est érigée, au nom du monde occidental, en oligopole financier et politique absolu, en possession d'un dollar militarisé frappant tous ceux qui lui portent ou pourraient lui porter ombrage.

Avec des sanctions toujours plus mortifères, avec une extraterritorialité s'appliquant à toute transaction en dollar, avec la confiscation des avoirs (en or, en devises et en biens), non pas de régimes mais de « *pays inamicaux* », ainsi que leur exclusion des mécanismes de paiement internationaux (cartes de crédit, système SWIFT, etc.), rien d'étonnant que de vastes régions du monde finissent par chercher leur salut ailleurs. Une réalité confirmée par Pierre-Olivier Gourinchas, directeur du FMI, qui estime que les mesures adoptées par les Américains et les puissances occidentales, telles que la confiscation des avoirs de la Banque centrale russe, sont une telle source de préoccupation pour les autres pays qu'elles pourraient les amener à quitter en masse le système du dollar...

Déjà bon nombre de ces pays ont intensifié leurs échanges de services et de biens, en particulier en hydrocarbures, en minerais stratégiques, produits agro-alimentaires et technologies de pointe. Pour faciliter ces échanges, de nouveaux corridors de transport voient le jour comme le Corridor de transport multimodal Nord-Sud

(INSTC) reliant l'Inde à la Russie en passant par l'Iran, ainsi que la mutualisation de systèmes de paiement qui se font de plus en plus en devises nationales (rouble, yuan, roupie, rial iranien, etc.). Lorsque les Indiens achètent du charbon ou du ciment en Russie, ils paient en yuan qu'ils obtiennent de leurs banquiers chinois en échange de dollars et de roupies. L'Indonésie, l'Argentine et maintenant l'Algérie se pressent pour rejoindre le groupe des BRICS, de même

se muera en capitalisme financier, d'abord, puis en capitalisme criminel et belliqueux. Malheureusement, il a eu raison et le défi à relever reste entier.

Pour éviter de sombrer dans la division, le chaos, la pauvreté et la guerre, affirmait LaRouche, un « Nouveau Bretton Woods » sera incontournable. Dans le texte que nous présentons ici (pages 3-4), il précisa qu'il devait se réaliser en deux temps. Après la création de coopérations régionales défensives « hors système FMI », les grands acteurs mondiaux devraient se réunir au sommet pour jeter les bases d'un nouveau système financier mondial plus juste, mettant fin à l'hégémonie d'une seule devise et posant l'exigence d'un développement économique partagé par toutes les nations, comme le prévoyait le projet original de Roosevelt, malheureusement dévoyé après sa mort.

Depuis 2015, ainsi que LaRouche l'avait anticipé, une

LaRouche avait mis en garde contre un « capital fictif » prospérant au détriment de l'économie physique et des populations qui en dépendent.

que l'Iran qui espère également devenir membre de plein droit de l'OCS et propose la création d'une devise commune pour échanger entre membres du groupe.

► **Helga Zepp-LaRouche, en 1982 avec le Président mexicain José Lopez Portillo.**



Dès 1971 (détricotage de Bretton Woods), Lyndon LaRouche avait mis en garde contre une dynamique favorisant un « capital fictif » (bulle financière), prospérant au détriment de l'économie physique et des populations qui en dépendent. Si rien n'est fait pour enrayer cette dynamique prédatrice, avertissait-il, le capitalisme agro-industriel de l'après-guerre

véritable réflexion est en cours sur ce sujet, parmi les membres des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) et plus récemment, entre membres de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) et d'autres pays qui les ont rejoints depuis. Ils sont déterminés à passer à l'action. Pour notre part, le sommes-nous aussi ? ■

Retrouvez S&P sur
www.solidariteet
progres.fr
Et sur



DÉDOLLARISATION ET NOUVEAU BRETTON WOODS

Ce qu'en disait LaRouche

Visionnaire, le penseur et économiste américain Lyndon LaRouche (1922-2019), dont on célébrera le 8 septembre le centième anniversaire de la naissance, avait annoncé en juillet 2000 la désintégration du système financier mondial à laquelle nous assistons aujourd'hui et tracé une voie de sortie. Après l'émergence parfois chaotique de zones économiques et monétaires régionales « hors du système FMI » (et donc hors du dollar), prévoyait-il, s'ouvrira probablement, dans un deuxième temps, le chantier exigeant d'un « Nouveau Bretton Woods », un accord mondial de coopération, basé non plus sur le chantage d'une monnaie sur les autres, mais sur une politique active de coopérations mutuellement bénéfiques.

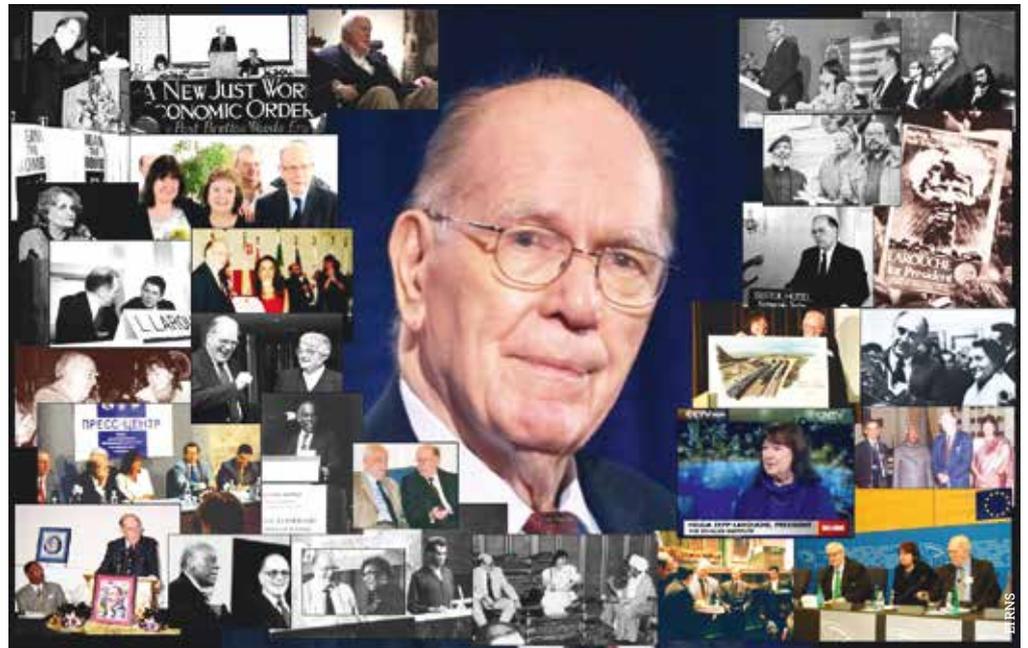
Extraits

A l'exception des escrocs habituels et de ceux qui ignorent tout de l'économie, on entend dans le monde entier des voix influentes affirmer, avec de moins en moins d'hésitation, que le système monétaire et financier actuel, sévèrement vérolé, est voué à un effondrement en chaîne précoce.

Parmi les cercles concernés et en dehors des États-Unis, la principale question que l'on se pose est : comment remplacer le système mondial actuel, et par quoi exactement ?

C'est ainsi que des mesures de plus en plus audacieuses ont été prises dans cette direction, en Asie de l'Est et du Sud, surtout depuis que la Malaisie, sous la direction du Premier ministre Mahathir bin Mohamad, a mis en place avec succès une politique de contrôle de capitaux et de changes.

Ces dernières semaines, les actions désespérées et provocatrices obstinément menées par



le secrétaire américain au Trésor, Larry Summers, et le président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan, ont provoqué le même type de discussions en dehors de l'Asie.

Ces démarches pointent de plus en plus vers l'émergence de systèmes régionaux de coopération économique. En se combinant, ces efforts régionaux pourraient devenir les éléments constitutifs d'un nouveau système monétaire et financier mon-

La résistance la plus obstinée au rétablissement d'un système de taux de change fixes vient des États-Unis eux-mêmes.

dial [un nouveau Bretton Woods], une fois que le Fonds monétaire international (FMI) aura été mis en faillite organisée ou se sera tout simplement désintégré de lui-même.

Parmi ceux qui étudient la perspective d'alternatives régionales au FMI en faillite, certains économistes de premier plan estiment qu'une nouvelle approche s'impose : le système précédent de taux de change fixes, dont la pierre angulaire fut, de 1945 à 1966, un dollar à réserve or, pourrait être remplacé par un nouveau système

de taux de change relativement fixes, basé cette fois-ci sur des « paniers de devises » régionales et autres, comme alternative à l'ancien dollar à réserve or.

Les propositions les plus médiatisées dans ce sens émanent du groupe de nations asiatiques ASEAN + 3 [pays de l'ASEAN plus la Chine, le Japon et la Corée du Sud] et aussi de cercles importants d'Europe continentale. Des discussions similaires sont en cours parmi les pays membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI).

Dans certains cercles européens de haut niveau, l'attention s'est portée à la fois sur les droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI et sur la proposition de système monétaire européen (SME), lancée conjointement par le président français Giscard d'Estaing et le chancelier allemand Helmut Schmidt, à la fin des années 1970.

Il est utile de comparer ces propositions et d'autres du même type, avec la Banque internationale de développement (BID) que j'avais moi-même proposée au milieu des années 1970, et qui suscita à l'époque une attention vigoureusement antagoniste de la part de l'ancien secrétaire d'État américain Henry Kissinger et des milieux qu'il représente.

(suite)

(suite)

Roosevelt, Adenauer et De Gaulle

Aujourd'hui, dans les cercles européens concernés comme ailleurs, on s'accorde généralement à dire que ce qu'ont fait les États-Unis à l'époque du président Franklin Roosevelt, en posant les bases d'un système monétaire pour l'après-guerre, a très bien fonctionné, notamment au profit des États-Unis et de l'Europe occidentale.

Ce système a prospéré jusqu'au lendemain de cette fatidique année 1963, lorsque le chancelier allemand Konrad Adenauer a été poussé à la démission, que le président américain Kennedy a été assassiné et que le président français Charles de Gaulle a subi plusieurs tentatives d'assassinats, attaques qui ont perduré pendant le tumultueux changement de paradigme culturel et économique des années 1967-1969.

Cependant, ceux qui reconnaissent l'urgence d'un retour aux principes des accords monétaires internationaux à taux de change fixes d'avant 1971, soulignent également que le dollar américain de cette année 2000, comparé au prestigieux dollar américain et à l'économie américaine encore en vigueur du vivant du président Kennedy, est devenu une chose beaucoup moins prestigieuse. De plus, on peut craindre que sous une nouvelle administration Bush (ou, moins probablement, une administration Gore), la valeur du dollar plongera à des niveaux historiquement bas.

Par ailleurs, comme le notent les cercles concernés en Europe et en Asie, la résistance la plus obstinée au rétablissement d'un système de taux de change fixes vient des États-Unis eux-mêmes.

Pour cette raison, entre autres, il a été proposé que le nouveau système monétaire fasse appel à « un panier de devises » pour remplacer le dollar américain convertible en or de la période 1945-1965.

Si je reconnais que le modèle des Droits de tirages spéciaux (DTS) pourrait être un élément majeur des mesures de relance économique requises, je ne suis pas d'accord (tout en gardant une certaine sympathie pour ceux qui plaident en ce sens), avec la suggestion

qu'un « panier de devises » puisse être un élément utile à la réforme monétaire dont le monde a besoin.

Mon approche

Au lieu du panier de monnaies évoqué, je propose l'approche suivante en deux phases pour créer le nouveau système monétaire et commercial mondial à taux de change fixe qu'il nous faut établir. (...)

A la lumière de la monstrueuse dégénérescence qui affecte l'élaboration de la politique américaine depuis octobre 1998, ainsi que sa crédibilité, il est presque certain qu'une réforme, si elle doit avoir lieu, se fera en deux phases successives : régionale et mondiale.

La première phase, comme le suggère la discussion en cours entre les États membres du groupe ASEAN + 3, se caractérise par la reprise de la proposition d'un Fonds monétaire asiatique, faite en 1997 par le Japonais E. Sakakibara.

Un nouveau système monétaire, mis sur pied à l'initiative d'alliances régionales de nations participant au processus.

Ce mécanisme n'est pas seulement conçu comme une mesure défensive contre les attaques de guerre financière des fonds spéculatifs et autres spéculateurs, il vise également à promouvoir d'urgence des accords de commerce de matières premières et d'amélioration du capital à long terme entre ces nations asiatiques.

Au cours de cette première étape, on peut prévoir l'apparition, dans différentes régions de la planète, de groupements régionaux, se chevauchant parfois, ayant des perspectives similaires et coopérant entre eux.

La deuxième étape consisterait à rétablir une organisation monétaire mondiale efficace, avec un retour à des taux de change fixes, pour remplacer le système du FMI en faillite. Il s'agirait d'un nouveau système monétaire, mis sur pied à l'initiative d'alliances régionales de nations participant au processus.

Il faut donc examiner la question d'un panier de devises à la lumière du fait que cette approche en deux phases de la réforme est actuelle-

ment la seule perspective en vue, en admettant que le monde ait encore une perspective favorable de quelque nature que ce soit pour les décennies à venir.

Le problème ainsi défini est le suivant.

Tant que le système du FMI et ses attributs existeront sous leur forme actuelle, toute tentative d'utiliser un panier de devises pour remplacer le rôle joué par le dollar américain de 1945 à 1963 sera, non pas un remède mais un piège.

Le monde ne peut pourtant pas attendre qu'une réforme monétaire générale intervienne pour adopter certaines mesures défensives contre les pires effets de la catastrophe financière et monétaire mondiale qui se profile. A ce stade, il devient essentiel d'adopter une première série de mesures, pouvant être intégralement mises en place en dehors de la supervision ou de tout contrôle de la finance mondialisée.

Il faut donc considérer la réforme monétaire comme un processus en deux étapes.

■ La première est l'émergence de blocs régionaux fonctionnant en dehors du système du FMI, ou en parallèle.

■ La deuxième étape sera le rôle crucial de ces blocs régionaux dans le remplacement du FMI.

Entre-temps, les mesures prises par ces alliances régionales doivent scrupuleusement éviter les effets désastreux qui résulteraient d'un enchevêtrement systémique de ces mesures dans le système déjà condamné du FMI. Aucun homme prudent ne reste dans sa cabine alors que le Titanic vient de heurter l'iceberg. La transition doit être basée sur des valeurs économiques indépendantes du FMI et assurément capables de lui survivre. (...)

En d'autres termes, la valeur des actifs financiers en souffrance doit être ajustée sur la valeur réelle des biens composant le produit intérieur brut mondial. Faute de quoi, aucune politique de relance ne pourra nous tirer de la terrible dépression mondiale qui s'annonce. ■

Retrouvez S&P sur

www.solidariteetprogres.fr

Et sur



En savoir +
sur S&P.fr

La version intégrale de ce texte

POUR VOUS ABONNER À
NOUVELLE SOLIDARITÉ :
[solidariteetprogres.fr/
abonnement](http://solidariteetprogres.fr/abonnement)